Compte rendu de *Il y a vingt-cinq ans : le gouvernement Tjibaou (18 juin 1982-18 novembre 1984)*, par Louis-José Barbançon

Isabelle Leblic

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jso/9687>

DOI : 10.4000/jso.9687

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 592-595

ISBN : 978-2-85430-136-6

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, « Compte rendu de *Il y a vingt-cinq ans : le gouvernement Tjibaou (18 juin 1982-18 novembre 1984)*, par Louis-José Barbançon », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 147 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 27 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jso/9687> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.9687>

Ce document a été généré automatiquement le 27 septembre 2021.

Journal de la société des océanistes est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Compte rendu de *Il y a vingt-cinq ans : le gouvernement Tjibaou* (18 juin 1982-18 novembre 1984), par Louis-José Barbançon

Isabelle Leblic

RÉFÉRENCE

BARBANÇON Louis-José, 2008. *Il y a vingt-cinq ans : le gouvernement Tjibaou* (18 juin 1982-18 novembre 1984), Nouméa, ADCK-Centre culturel Tjibaou (CCT), Cahiers de conférence de l'ADCK, 60 p., ill. et documents.

- 1 Pourquoi rendre compte aujourd'hui d'une publication qui date de dix ans ? J'y vois plusieurs raisons : son sujet est d'importance ; en outre, il contient des informations de première main et parfois inédites qui permettent de contextualiser aussi le présent de façon différente.
- 2 Son auteur, Louis-José Barbançon, est donc un Caldoche, un descendant de familles issues des deux types de colonisation que la Nouvelle-Calédonie a connus, la colonisation libre et la colonisation pénale. Après des études d'histoire en métropole, il débute sa carrière d'enseignant en Nouvelle-Calédonie dans les années soixante-dix. Il s'engage en politique à la fin de cette décennie en devenant secrétaire générale de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC) qui fut créée le 29 mai 1979. À ce titre, il fut attaché au cabinet du conseil de gouvernement de 1979 à 1984 où il participa à l'élaboration d'un ensemble de réformes portées par la FNSC. C'est donc un témoin de premier ordre de cette période sur laquelle nous allons revenir ici à la lecture de ce petit ouvrage issu d'une conférence donnée le 21 mars 2008 dans le cycle de conférences de la médiathèque du CCT.

- 3 Aux élections territoriales du 1^{er} juillet 1979, « la FNSC se positionne clairement pour l'autonomie et pour une politique de réformes et contre l'indépendance et la départementalisation »¹ (p. 8). Les résultats donnent quinze sièges au RPCR, quatorze au FI et sept à la FNSC, la plaçant en quelque sorte en position d'arbitre entre les deux tendances antagonistes. Et, après un partenariat mouvementé avec le RPCR, la FNSC décide de changer d'alliance et de former une liste « pour un gouvernement de réformes et de développement » conduite par Jean-Marie Tjibaou (p. 2). Le point de rupture avec le RPCR fut la « vive opposition de la mouvance la plus conservatrice du RPCR » aux réformes inscrites dans le plan Dijoud et « dès 1980, nous votions plusieurs fois avec le Front indépendantistes » (p. 9) : sur la proportionnelle aux élections municipales de Nouméa, sur l'intégration de la clinique Magenta au centre hospitalier territorial, sur l'enseignement, notamment la multiplication des maternelles en tribu, l'adaptation des programmes à l'environnement et aux besoins des enfants et l'obligation de scolarité jusqu'à 16 ans au lieu de 14, ces dernières mesures étant contenues dans le plan Dijoud que les douze membres RPCR de l'époque ont adopté le 21 février 1979 « du bout des lèvres [avec] un “oui” arraché au dernier moment » (p. 4). Cela a d'ailleurs servi de prétexte, selon l'auteur, à la suspension du conseil de gouvernement par le ministre Dijoud, poussé en cela pour la dissolution de l'assemblée territoriale par Jacques Lafleur, en instaurant une barre électorale de 7,5 % afin de conforter l'hégémonie du RPCR. Mais les résultats furent tout autres puisque, comme nous venons de le voir, il obtint 15 postes contre 14 pour le FI.
- 4 À propos de l'opposition du RPCR aux réformes de cette époque, Barbançon met une parenthèse :

« Toute ressemblance avec une situation actuelle et les modalités signées d'un certain accord où l'on oublie sa signature ne serait, bien entendu, que fortuite. »
(p. 9)
- 5 En effet, la lecture de ces pages me conforte dans l'idée que j'avais déjà émise depuis plusieurs années avant d'avoir lu Barbançon (Leblic, 1993 et à paraître), sur l'éternelle répétition des situations politiques calédoniennes et notamment sur le fait qu'une grande partie des mesures comprises dans les accords récents (Matignon-Oudinot et Nouméa) étaient déjà présentes depuis Stirn et Dijoud. Comme il le rappelle :

« Paul Dijoud propos[a] le “Plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie : le projet de la France en Nouvelle-Calédonie” [dont] l'une des principales dispositions [...] était de “régler le problème foncier dans la perspective du respect des droits historiques des communautés mélanésiennes”. C'est la réforme foncière. Ce plan prévoyait en outre une réforme fiscale et la création d'un IRPP [...] Cependant, malgré de grandes avancées énoncées tant sur le plan social que de la santé ou de l'enseignement, se plan se terminait par l'affirmation d'une grande ambition : “Vivre en France en Nouvelle-Calédonie”. »
(p. 3)
- 6 Conclusion que les indépendantistes ne pouvaient accepter. Mais Dijoud menaçant de suspendre le conseil de gouvernement et dissoudre l'assemblée territoriale, le plan Dijoud fut finalement accepté par le gouvernement Lenormand (p. 4). Les élus UC et indépendantistes de l'assemblée territoriale, le 21 février 1979, s'abstinrent, et le plan fut quand même voté par 20 voix contre 9 abstentions.
- 7 Louis-José Barbançon nous raconte par le menu la participation de la FNSC au conseil de gouvernement de 1979 à 1984, tout comme les attaques dont elle fut l'objet par la

presse locale, le seul quotidien, *Les Nouvelles calédoniennes*, bien sûr, mais surtout l'hebdomadaire *Corail* :

« qui paraît depuis 1980 [et qui] va se transformer en arme de destruction massive contre la FNSC et les indépendantistes. Jamais dans l'histoire de la presse calédonienne, de tels sommets de calomnie, de mensonge, de délation n'ont été atteints. Les Gérard Lacourrège, Michel Perrin, Georges Faure [...] et tous ceux qui se cachaient derrière des pseudonymes (d'Aubigné, Diogène, Karoline, Gallus...) ont exalté dans ce pays la haine et la violence pendant plus de 200 numéros tous les jeudis. [...] il était ravitaillé par le RPCR [...] » (pp. 15-16)

- 8 Il revient également, en reprenant un discours de son président Jean-Pierre Aïfa, sur les raisons de la constitution de la FNSC :

« La première était d'éviter la formation en Nouvelle-Calédonie d'une politique des blocs qui seraient opposés. Un bloc en majorité blanc dont les dirigeants étaient et sont toujours les plus gros détenteurs de privilèges à un bloc en majorité noir. Cette opposition aurait alors conduit à d'inévitables affrontements. » (p. 32)

- 9 Cela intéressera tout lecteur sensible à l'histoire politique récente de la Nouvelle-Calédonie. Il revient d'ailleurs sur plusieurs idées reçues ou fausses informations largement répandues sur l'influence du PS métropolitain dans les affaires calédoniennes. Par exemple :

« La position de François Mitterrand [candidat à la présidentielle de 1981] sur le sujet était plus ambiguë, et l'avenir le démontrera. » (p. 17)

- 10 C'est par les négociations avec les indépendantistes dites de la Vallée des Colons, engagées dès février 1982 et qui durèrent quatre mois, au domicile de Gaston Morlet, que Jean-Marie Tjibaou fut élu vice-président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie :

« Il s'agit de convaincre Jean-Marie Tjibaou de participer à un gouvernement dont il serait le vice-président, sur un programme défini à l'avance. Contrairement à tout ce qui est écrit et que l'on apprend aux élèves, *le gouvernement socialiste et Henri Emmanuelli sont opposés à ce projet* [c'est moi qui souligne]. [...] Christian Nucci, dans un premier temps sceptique, s'est laissé convaincre et il a soutenu la démarche, mais il ne l'a pas initiée. Alain Christnacht, secrétaire général du territoire, également. Quant à Emmanuelli, il n'a eu de cesse de la contrarier. » (p. 24)

- 11 Suite à la convention de la FNSC du 12 juin 1982, à l'ancienne mairie de Bourail, la décision est validée par la fédération de participer à un gouvernement avec le FI et Jean-Marie Tjibaou, en votant une motion contre le gouvernement en place, ce qui fut fait le 15 juin par vingt-deux voix pour, celles des élus FI et FNSC. Suite à cela, Jean-Pierre Aïfa entame des négociations avec le RPCR, à propos de la participation des indépendantistes au conseil de gouvernement :

« Contrairement à tout ce qui a été écrit, Jacques Lafleur n'y est pas opposé mais il pose une des conditions [...] logiques pour son groupe : que les indépendantistes ne soient pas majoritaires et que la vice-présidence revienne à un Kanak du RPCR. » (p. 24)

- 12 Cela débouche sur les accords de la Vallée des Colons signés autour d'un programme qui fait l'objet d'un contrat pour un gouvernement de réformes et de développement (p. 30). L'auteur note que :

« C'est avec Jean-Marie Tjibaou qu'il fallait réaliser tout ce qui précède [les réformes faites durant cette période] car, nous le pressentions, lui seul, dans toute la classe politique calédonienne, avait la dimension d'un homme d'État. » (p. 25)

- 13 Avant même le début des travaux de ce nouveau gouvernement, Jean-Marie Tjibaou déchaîne la haine. Un comité de défense des institutions se constitue et appelle, « à

travers des pages de publicités alarmantes », à manifester dans les rues de Nouméa le 26 juin 1982. Roger Laroque, maire de Nouméa, mène le cortège qui « défile aux cris de “Tjibaou à Moscou, Tjibaou assassin” » (p. 33). Ce qui fait dire à Éloi Machoro qui regarde cela en compagnie de l’auteur depuis les fenêtres de son bureau :

« “Tu vois, cela ne sert à rien, ils ne veulent pas de nous.” Je voudrais m’attarder sur cette phrase d’Éloi, car elle illustre bien l’impossible dialogue qui est en train de s’installer et qui conduira aux “événements”. D’un côté, des manifestations de foules qui défendent des institutions qu’elles croient menacées, qui sont persuadées que la démocratie n’est plus respectée [...] De l’autre, des élus kanak qui se savent démocratiquement élus, qui, par une alliance tout à fait légale, sont amenés à diriger le conseil de gouvernement, qui disposent d’une majorité à l’assemblée et qui se voient rejetés parce qu’ils vont exercer un pouvoir issu du suffrage universel. [...] En manifestant comme ils le faisaient, les Calédoniens croyaient sincèrement défendre leurs institutions, mais en réalité ils les mettaient en danger, car ils montraient leur inutilité aux yeux des indépendantistes. » (p. 33)

- 14 Tout cela amène, suite à la publication d’un huit pages gratuit des *Nouvelles calédoniennes* appelant à manifester à nouveau dans les rues de Nouméa, à l’invasion de l’assemblée territoriale :

« Pour la première fois dans l’histoire des institutions de la Nouvelle-Calédonie, une institution était envahie, et cependant le déroulement d’une séance. Ce qui aurait été considéré comme un acte d’une gravité exceptionnelle dans n’importe quelle démocratie et surtout en France républicaine est traité comme un simple chahut perpétré pour la défense des valeurs de la République. Quel paradoxe ! Quel exemple pour l’avenir, surtout si l’on compare l’invasion d’une institution légalement élue, la maison où siégeaient les élus du peuple, et l’acte d’Éloi Machoro brisant l’urne à Canala. » (pp. 34-35)

- 15 Les uns sont nommés « loyalistes », les autres furent nommés par ceux-là mêmes des « terroristes » en 1984 ! Chercher l’erreur...
- 16 Lafleur se fait réélire de façon magistrale, ce qui représente le désaveu attendu par les électeurs de la démarche politique de la FNCS.

« En revanche, ce à quoi nous ne nous attendions pas, c’est que cette élection ait des conséquences sur le comportement du gouvernement socialiste en accroissant sa méfiance à notre égard. » (p. 38)

- 17 En réaction, la FNCS essaie de faire prendre, avant fin décembre 1982, une ordonnance sur l’autonomie pour faire de Jean-Marie Tjibaou le chef du territoire. Mais Emmanuelli ne l’accepta pas.

« À l’époque, l’État, qu’il soit de gauche ou de droite, n’était pas prêt à accepter une telle évolution. Pire, en mars 1983, arc-bouté sur son jacobinisme, Henri Emmanuelli faisait parvenir un projet de statut où l’autonomie était réduite à sa plus simple expression. [...] Tous nos efforts pour faire participer les indépendantistes aux institutions semblent se révéler vains. [...] Alors, quand je lis, dans le nouveau manuel d’histoire destiné aux élèves de Nouvelle-Calédonie, que le gouvernement de Jean-Marie Tjibaou a été constitué, je cite, “sous l’égide du gouvernement socialiste”, j’hésite entre le fou rire et la tristesse. » (p. 40)

- 18 Suivent la table ronde de Nainville-les-Roches (8-12 juillet 1983) avec les discussions tardives en dehors des débats officiels qui ont permis notamment l’élaboration de « l’un des concepts fondamentaux de Nainville » :

« Le droit inné et actif à l’indépendance reconnu au peuple kanak, qui avait été avancé lors des débats, est abordé par Jean-Pierre Aïfa, Gaston Morlet, Christian Boissery d’une part, Jean-Marie Tjibaou, Éloi Machoro et Yeiwénén Yeiwéné d’autre part. Les trois premiers, tous descendants de condamnés aux travaux forcés, posent

le débat en ces termes : “La France nous a déposés les chaînes aux pieds et nous a interdit de rentrer, et que dire de Taïeb Aïfa dont le père a été transporté en Calédonie par le fait de la colonisation française en Algérie, comment peut-on être des colonisateurs ?” [...] C’est ce soir-là qu’a été élaboré le concept de “victimes de l’histoire”. » (p. 44)

- 19 Ainsi, comme nous sommes plusieurs à le dire depuis longtemps, Nainville avait avancé tout ce qu’il fallait pour arriver à une solution, si le RPCR ne s’était pas entêté à ne pas signer la déclaration finale. Que de temps de perdu et que de violence et de morts qui auraient pu être évités :

« Relire aujourd’hui la déclaration de Nainville, c’est y retrouver, avec quinze ans d’avance, tous les prémices de l’accord de Nouméa. » (p. 45)

- 20 Ici encore, le gouvernement socialiste, avec son ministre Georges Lemoine, n’a pas compris la portée de ce qui s’était passé à Nainville :

« Pour Georges Lemoine, Nainville aura été “un point final dans la phase du déchirement et de l’incompréhension”. [...] Le concept de victimes de l’histoire est rejeté par la majorité des Calédoniens [...] Très peu comprennent que c’est une main tendue par les Kanak. Cette main tendue que Jacques Lafleur serrera cinq ans plus tard, le 26 juin 1988, après avoir découvert, bien tard, Jean-Marie Tjibaou. »

- 21 Je dirais même bien *trop* tard au regard du nombre de morts, dont Éloi, Jean-Marie et Yéyé eux-mêmes... La suite après Nainville, tout le monde ne la connaît que trop bien : le rejet du statut Lemoine, les Événements, Ouvéa, les accords... Tout cela laisse le goût amer de tant d’occasions manquées... et de tant de temps perdu.

- 22 Pour finir, Barbaçon nous présente les réalisations du gouvernement Tjibaou : les allocations familiales (pp. 47-48), l’enseignement des langues vernaculaires (pp. 48-49), la création d’Aircalin (pp. 49-52), l’intégration de la clinique de Magenta au CHT (pp. 52-54), la lutte contre l’inflation (pp. 54-55), la maîtrise de l’économie (pp. 55-56) et du budget avec une hausse spectaculaire de l’excédent budgétaire quand Jean-Marie a quitté le gouvernement en 1984 (pp. 56-58), la hausse du tourisme (p. 58). Arrêtons nous aussi sur le taux d’inflation qui est passé de 15,8 % (1981) à 13,3 % (1982) et 7,20 % à la fin du gouvernement Tjibaou en 1984. Jean-Marie a mis en pratique le fait que, pour lui, l’idée d’indépendance était liée à la maîtrise de l’économie (p. 55).

- 23 Les deux dernières pages de cet ouvrage (pp. 59-60) sont consacrées à la conclusion dans laquelle Louis-José Barbançon voudrait d’abord « tordre le cou à une dernière médisance, celle qui voudrait que Jean-Marie Tjibaou ne se serait préoccupé que de la culture kanak », la preuve en est dans le budget préparé par le conseil de gouvernement et dont Jean-Marie avait la charge. « Trois aides financières indispensables à trois constructions emblématiques » furent négociées et défendues par Tjibaou : le foyer culturel vietnamien, le musée de Bourail en écho au centre culturel de Hienghène ainsi que le temple maçonnique de la Fraternité australe à Ducos. À ce propos, l’auteur nous rappelle que, « contrairement à ce que l’on peut entendre », ni Jean-Marie, ni Gaston Morlet ni lui-même n’étaient francs-maçons (p. 59).

« Tel était le Jean-Marie Tjibaou que j’ai connu au gouvernement qu’il dirigeait, un gouvernement que je suis fier, avec la FNSC, d’avoir contribué à mettre en place. Qu’en reste-t-il aujourd’hui ? Dans le manuel d’histoire destiné aux enfants du pays, que peut-on lire ? “Sous l’égide du gouvernement socialiste, se met en place un conseil de gouvernement où les indépendantistes partagent le pouvoir avec la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC) contre le RPCR.” J’ai déjà dit ce que je pensais de la protection du gouvernement socialiste, mais comment accepter l’idée que Jean-Marie ait pu faire un gouvernement “contre” ? Jean-Marie

Tjibaou a accepté de diriger un gouvernement “pour” : “Pour un gouvernement de réformes et de développement”. » (pp. 59-60)

- 24 Et la réécriture de l’histoire dans les manuels d’histoire ne concerne pas seulement les fausses affirmations telles que celles mentionnées au cours de ces lignes. Elle peut consister en « omissions » ou le fait de retirer certains faits ou noms :

« Dans l’ancien manuel, celui de 1991, auquel j’ai participé, on employait sur ce même sujet les termes suivants : “la formation du gouvernement Tjibaou (FI-FNSC-Henri Wetta)”. Dans le nouveau manuel, le nom de Jean-Marie a disparu, il n’existe que quand il serre la main de Jacques Lafleur. Le nom d’Henri Wetta a lui aussi disparu. Et pour cause, si le rédacteur du chapitre l’avait laissé, il n’aurait pas pu écrire que ce gouvernement avait été constitué contre le RPCR puisqu’Henri en était l’une des grandes figures mélanésiennes. » (p. 60)

- 25 Cet ouvrage est du plus intéressant et je l’ai découvert avec grand plaisir. Il est aussi très pédagogique et se veut une contribution pour montrer « à la jeunesse de notre pays combien le chemin parcouru est long mais aussi combien est long le chemin qui reste à parcourir » (p. 60).

BIBLIOGRAPHIE

LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, PUG-ADCK.

LEBLIC Isabelle, à paraître. Sovereignties and Colonialities in the French-Speaking Pacific: The case of New Caledonia (1980-2017), conférence ASAO 2017, in A. Mawyer et P.-Y. Le Meur (éds).

NOTES

1. La devise de la FNSC, dont il revendique la paternité, était « La Nouvelle-Calédonie avec la France », « slogan autonomiste [qui] s’oppose au slogan “La Nouvelle-Calédonie française” qui, pour moi, fait trop référence à “l’Algérie française”, et j’argumente : “ce slogan qui a perdu l’Algérie” » (p. 6).